

COMMUNIQUE

Salon de l'Agriculture 2017 - Colloque « Quel enseignement agricole en 2025 ? » **UN COLLOQUE POUR QUOI FAIRE AU JUSTE M. LE PRESIDENT ?**

Le samedi 25 février 2017, à l'ouverture du Salon de l'Agriculture, l'Observatoire de l'enseignement technique agricole (OETA) organisait un colloque intitulé « Quel enseignement agricole en 2025 ? » sensé débattre des perspectives d'évolution de l'enseignement agricole pour les 7 à 10 ans à venir.

Après une introduction par Henri NALLET, Président de l'OETA, qui fixait les quelques pistes de réflexions pour ce moment d'échanges, à la surprise générale c'est le **Président de la République** qui a pris la parole. Une première pour l'Enseignement Agricole. Malheureusement, le discours entendu étouffera très vite les espoirs que nous aurions pu mettre dans une telle intervention. Tout en marquant son intérêt pour ce travail de prospective sur l'EA de 2025, il indiquait sur le ton de la boutade sa difficulté à seulement pouvoir imaginer les 5 ans qui viennent et d'ajouter qu'il convenait cependant de s'y pencher, esquissant quelques idées (métiers de l'agriculture en constantes évolutions, enjeux liés aux IAA, au maintien de la ruralité, à l'accueil des jeunes des « quartiers », à l'agrotourisme, ou aux bio-énergies). Il a surtout rendu compte de l'incapacité d'un ministère, un quinquennat durant, de projeter l'EA de demain !

Par ailleurs, il semble que François HOLLANDE souhaitait passer un message direct au Snetap-FSU puisqu'il tenait à répondre à 3 questions au cœur de nos mandats : **1. L'enseignement agricole doit-il rester au Ministère de l'Agriculture ?** Pour le Président de la République le débat est légitime mais il soutient la volonté de Stéphane LE FOLL de garder l'Enseignement agricole dans un ministère professionnel. **2. Enseignement Public ou Privé ?** Pour le Président de la République, ici il n'y a pas de débat. Les deux composantes ont leur place et il estime qu'il n'y avait pas d'avantages à donner à l'un ou l'autre et qu'au contraire un équilibre existe. **3. Les moyens sont-ils suffisants ?** Avec la création de 1000 postes et l'effort fait pour le maintien des structures ou l'accueil de tous les élèves, notamment en situation de handicap, pour lui, les moyens, même s'ils ne sont jamais suffisants, ont été mis. **Une intervention présidentielle qui n'a laissé évidemment aucune place à la contradiction, mais qui amènera une réponse écrite argumentée du Snetap-FSU.**

Après ces deux interventions qui auraient dû permettre aux participant-e-s de réagir, le colloque s'est contenté d'un bilan flatteur de l'Enseignement Agricole tournant en auto-satisfecit. D'un colloque nous sommes passés à une simple opération de communication. Tout va bien dans le meilleur du monde ! Mais plus problématique encore, les deux tables-rondes organisées l'après-midi qui devaient dresser les pistes d'un avenir pour les formations agricoles, n'ont dégagé aucune réelle perspective. Et de l'enseignement agricole en 2025, on ne parla plus ! Une situation qui tient sans doute au format choisi qui ne permettait tout simplement pas ... la mise en débat.

Le Snetap-FSU est intervenu depuis la salle pour dénoncer d'abord la faible présence des personnels, notamment des enseignants (un sur les 22 intervenant-e-s de la journée et aucun-e sur les deux tables rondes), en interrogeant l'OETA : **comment peut-on parler d'enseignement sans volonté de donner la parole aux enseignant-e-s ?** Il interpella aussi les participant-e-s sur les annonces de l'ARF (Association des Régions de France) et de candidat-e-s à la présidentielle envisageant une régionalisation complète de l'Enseignement Professionnel, incluant l'Enseignement Agricole, ainsi que la réponse de l'Enseignement Agricole aux crises du productivisme. Concomitamment s'exprimaient dans l'enceinte du salon des éleveur-euse-s de canards et producteur-ice-s de lait inquiet-e-s du devenir de leur production... A noter parmi les interventions, celle de Brigitte GONTHIER MAURIN, Sénatrice des Hauts de Seine, qui a posé la question des impasses du Bac Pro 3 ans et des enjeux autour de la féminisation du métier d'agriculteur-trice.

C'est finalement Henri NALLET, au moment de conclure, qui a eu le mérite de formuler 2 idées claires et fortes :

- la nécessité de **calmer les ardeurs réformatrices de certains candidats** qui sous couvert d'améliorer le pilotage de l'Enseignement professionnel et agricole et qui prendrait en fait le risque de désarticuler un système qui fonctionne et donne globalement satisfaction à ses usagers (la parole des jeunes venus témoigner aura au moins eu le mérite d'être entendue à défaut de celle des personnels) ;
- la **reconnaissance par l'Enseignement Agricole de sa part de responsabilité dans la diffusion d'un modèle d'agriculture productiviste** qui n'en était pas un, cela en vue que s'impose l'affirmation de la diversité et de la diversification agricole comme boussole ... et que ses liens défectueux avec la Recherche soient repensés.

Voilà un début ... mais ça n'est qu'un début. Le Snetap-FSU continuera d'œuvrer, au sein du CDDEAP (Comité de Défense et de Développement de l'EAP), dans le sens d'une véritable ambition pour l'Enseignement Agricole Public !

Paris, le 27 février 2017